

LA LETTRE DU HERISSON

BIMENSUEL N°30—15 SEPT 85

sommaire

FORMATION FFSPN	P. 2
EDITORIAL	P. 3
MILIEUX NATURELS : FORET-COMMISSIONS REGIONALES	P. 4
CHASSE : CONFERENCE DE RENTREE.....	P. 5
FAUNE : ESPECES PROTEGEES	P. 6/7
OURS	P. 8
PROTECTION DES BEBES PHOQUES	P. 8
LEGISLATION : LA LOI SUISSE.....	P. 9/11
ELUS : LES ELUS ET LA PROTECTION DE LA NATURE	P. 11/12
STAGES : CONCERT DE PLOMB ET DE FROU-FROU	P. 12
EN BREF	P. 13 /14



formation ffspn

ECRIRE POUR SON LECTEUR/POUR SA CIBLE.

dates : 19 et 20 octobre 1985

lieu : LILLE (Nord)

Objectifs

Apprendre à adapter l'écriture en fonction de son lecteur ou de sa cible selon un code plus dynamique, plus efficace.

Acquérir les notions d'information et de communication rédactionnelles.

Intervenants

Gérard THOMAS - journaliste-formateur dans le secteur de la presse associative

Line BOUVART - réalisation publicitaire - OR Communication

Ecrire pour son lecteur

Qu'est-ce qu'informer ?

Les chemins de l'information

Les différents genres journalistiques- la conception d'un plan en fonction de la hiérarchie des urgences .

Atelier d'écriture journalistique

Ecrire pour sa cible

- les grands principes de la communication
- la copie stratégique et la créativité par rapport à la gestion stratégique
- la publicité et son environnement
- publicité et support
- l'écriture et les principes de la communication
- l'écriture par rapport aux supports et aux médias
- l'écriture et les moyens techniques, artistiques et financiers.

Atelier d'écriture publicitaire.

Lieu du stage :

Maison de la nature et de l'environnement
53, rue Gosselet - 59000 LILLE
Tél. 16 (20) 52.12.02

Prix :

associations membres de la FFSPN
Ministère de l'environnement : 150,00 F



-éditorial-

C'EST MOI...

ET BIEN OUI, JE DOIS BIEN L'AVOUE (DE TOUTE FAÇON, TOUT SE SAIT UN JOUR OU L'AUTRE...) C'EST MOI! C'EST MOI QUI AI COULÉ LE RAINBOW WARRIOR.

DÉGUISE EN OUSTACHI (À CAUSE DES MOUSTACHES), STIPENDIÉ PAR LES SERVICES SECRETS ALBANAIS (PARCE QU'ILS N'AIMENT PAS LES OUSTACHIS), GRÂCE À UNE FILIÈRE ORGANISÉE PAR LES AGENTS MALTAIS ET GROENLANDAIS, J'AI PU ACHETER ET FAIRE PARVENIR SUR PLACE LES EXPLOSIFS NÉCESSAIRES (DE LA POUDRE NOIRE-À CAUSE DE L'APARTHEID- AVEC DU FULMICOTON MACÉRÉ DANS DE L'HUILE DE PRUNELLE ET DE L'EAU DE VIE DE MANCHOT EMPEREUR - À CAUSE DE LA TERRE ADÉLIE : UNE RECETTE DU FRÈRE PUINÉ DE MA GRAND-MÈRE). QUANT AU ZODIAC (J'AURAI PRÉFÉRÉ UN BOMBARD MAIS PAR LES TEMPS QUI COURENT, IL EST PLUTÔT EN BAISSÉ) ET AUX OBSERVATEURS À PIEDS PALMÉS, C'ÉTAIT UNE COUVERTURE. MOI, J'AI UTILISÉ UN DUGONG DE MES AMIS (C'EST PLUS NATUREL).

POURQUOI AVOIR FAIT ÇA? POURQUOI AVOIR FRAPPÉ LES UNS DES NÔTRES ? TOUT SIMPLEMENT, PARCE QUE L'ON M'A PROMIS BEAUCOUP, BEAUCOUP D'ARGENT (VERSÉ EN DOLBLES ET EN ROULARS SUR UN COMPTE DÉNUMÉROTÉ À VADUZ) POUR POUVOIR ACHETER L'ENTRECÔTE DE CHÈRES TÊTES BLONDES DE LA FÉDÉ EN 1986. ALORS, J'AI ACCEPTÉ.

JE PEUX MÊME LE DIRE MAINTENANT QUE JE SUIS GRILLÉ : LE PROCHAIN COUP EST PROGRAMMÉ. IL S'AGIRA DE DÉVERSER DES TONNES DE POIL À GRATTER ET DE GAZ HILARANTS SUR LES MULTITUDES DE MILITANTS DE GREENPEACE QUI CONVERGERONT CERTAINEMENT BIENTÔT POUR FAIRE ARRÊTER LES ESSAIS NUCLÉAIRES SOUTERRAINS DU NÉVADA (AMÉRIQUE). JE FERAIS CELA AVEC UN TRANSALL SUPERSONIC ACHETÉ AU BURKINA-FASO ET PILOTÉ PAR UN ÉQUIPAGE D'AÏNOUS.

À DIRE VRAI, JE NE COMPRENDS PAS TRÈS BIEN POURQUOI LES GREENPEACE EN VEULENT AU NUCLÉAIRE (ESSENTIELLEMENT GAULOIS D'AILLEURS). APRÈS TOUT, LA BOMBE ATOMIQUE, IL N'Y A JUSQU'ICI QUE LES JAPONAIS QUI L'ONT PRIS SUR LE COIN DE LA FIGURE. C'EST BIEN FAIT. ILS N'ONT QU'À PAS CHASSER LES BALEINES POUR LES BOUFFER.

MOI, JE SUIS POUR LE NUCLÉAIRE. J'AI VU À LA TÉLÉ, L'AUTRE SOIR. LE NUCLÉAIRE ÇA NETTOIE. C'EST MIEUX QUE LA MÈRE DENIS. SI NOUS, ON AVAIT LE NUCLÉAIRE À LA FÉDÉ, ON AURAIT PLUS BESOIN DE SE FAIRE DU MOURON AVEC LES BOUFFEURS DE LITTORAL ET DE MONTAGNE, AVEC LES ASSÈCHEURS DE MARAIS, AVEC LES POLLUEURS ET LES FLINGUEURS. ON POURRAIT ENFIN SE BALADER DANS LA NATURE ET LA FAIRE AIMER AUX AUTRES SANS ÊTRE OBLIGÉS DE SE COLTINER AVEC TOUS CEUX QUI NE RÊVENT QUE DE LA FOUTRE EN L'AIR.

LE PROBLÈME, C'EST QU'EUX ILS ONT DES AGENTS SECRETS...DES VRAIS.



milieux naturels

FORET : COMMISSIONS REGIONALES

Ce décret, paru au Journal Officiel, crée les nouvelles commissions régionales de la forêt et des produits forestiers. Actuellement, elles sont en train d'être constituées. Il faut que les associations de protection de la nature y soient représentées. Prenez donc d'urgence contact avec : - la Préfecture de la région, - le service régional d'aménagement forestier (SRAP). Ce sont les 2 administrations qui vont jouer un rôle prépondérant. Merci de tenir la Commission forêt de la FFSPN au courant des résultats.

Décret n° 85-713 du 12 juillet 1985 portant transformation des conseils régionaux de la forêt et des produits forestiers en commissions régionales de la forêt et des produits forestiers

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la décentralisation et du ministre de l'agriculture,

Vu le code forestier ;

Vu le décret n° 84-526 du 28 juin 1984 portant maintien de commissions administratives ;

Vu le décret n° 84-612 du 16 juillet 1984 complétant les décrets n° 82-389 et n° 82-390 du 10 mai 1982 et relatif à la création et à la modification d'organismes de mission et de commissions à caractère administratif ;

Vu l'avis du comité interministériel de l'administration territoriale en date du 15 janvier 1985,

Décrète :

Art. 1^{er}. - Il est constitué, dans chaque région, une commission régionale de la forêt et des produits forestiers.

Cette commission suscite entre l'ensemble des partenaires de ce secteur d'activité toute initiative de nature à développer la concertation, les accords ou les organisations interprofessionnels.

Elle est consultée par le commissaire de la République de la région sur les orientations régionales conformes à la politique forestière nationale telle qu'elle est notamment définie par les documents de planification économique et sociale dans le domaine de la forêt et des industries du bois.

Elle examine les programmes annuels d'investissements dans la filière bois qui bénéficient de financements publics, suit leur réalisation, et formule à leur égard toute proposition susceptible d'en améliorer l'efficacité ou la cohérence avec les orientations régionales approuvées.

Elle est tenue informée notamment de l'application des contrats de plan passés entre l'Etat et la région pour autant qu'ils comportent un volet relatif à la forêt et aux industries du bois.

Elle peut être consultée ou formuler des propositions sur toute question liée aux conditions d'application dans la région de directives nationales tenant, notamment, au maintien des équilibres naturels en milieu forestier, au développement de l'économie du bois, et au rôle social de la forêt.

Art. 2. - Les commissions régionales de la forêt et des produits forestiers sont composées :

- du commissaire de la République de région ;
- de deux représentants du conseil régional désignés en son sein par cette assemblée ;

Au titre des établissements publics et des organismes para-administratifs ou consulaires :

- d'un représentant du centre régional de la propriété forestière ;
- d'un représentant de l'Office national des forêts ;
- d'un représentant de la chambre régionale d'agriculture ;
- d'un représentant de la chambre régionale de commerce et d'industrie ;
- d'un représentant de la conférence régionale des métiers ;
- d'un représentant de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche ;
- d'un représentant de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie,

désignés par chacun de ces organismes ;

Au titre des organismes socio-professionnels et associations, concernés par la forêt et la filière bois :

- de quatre à huit représentants de la propriété forestière et des professions sylvicoles : communes forestières, propriétaires forestiers sylviculteurs, experts forestiers, pépiniéristes et entrepreneurs de travaux forestiers, organismes de gestion en commun, coopératives ;

- de quatre à huit représentants des professions du bois : exploitants forestiers, scieurs, industriels de la première et de la deuxième transformation, négociants ;

- de quatre à huit représentants des intérêts associés à la forêt : chasseurs, associations d'usagers, associations de protection de la nature, personnels forestiers et des industries du bois, organismes de financement ou de cautionnement, organismes agricoles,

désignés par le commissaire de la République de région ;

Au titre des personnalités :

- de deux à quatre personnalités désignées par le commissaire de la République de région en raison de leurs compétences particulières.

Le commissaire de la République de région constate par arrêté la composition de la commission régionale de la forêt et des produits forestiers.

Art. 3. - La présidence de la commission régionale de la forêt et des produits forestiers est assurée par le commissaire de la République de région.

Le mandat des membres de la commission régionale de la forêt et des produits forestiers est de cinq ans. Il est renouvelable. Si au cours de son mandat, un des membres perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir.

Art. 4. - La commission régionale de la forêt et des produits forestiers est réunie en séance plénière au moins une fois par an sur convocation du commissaire de la République de région fixant l'ordre du jour de la séance.

La commission régionale de la forêt et des produits forestiers peut faire appel à toute personne ou organisme dont le concours lui paraît utile.

Art. 5. - Les arrêtés du 21 juin 1966, du 15 septembre 1966 et du 1^{er} août 1973 sont abrogés.

Dans l'annexe relative au ministère de l'agriculture du décret n° 84-526 du 28 juin 1984 portant maintien de commissions administratives, sont abrogés les mots suivants :

« Conseil régional de la forêt et des produits forestiers. » « Arrêté du 21 juin 1966 modifié portant création des conseils régionaux de la forêt et des produits forestiers. »

Art. 6. - Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le ministre de l'agriculture et le ministre délégué chargé de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 12 juillet 1985.

chasse

CONFERENCE DE RENTREE DU COMITE NATIONAL D'INFORMATION CHASSE - NATURE

COMME CHAQUE ANNEE, JUSTE AVANT L'OUVERTURE GENERALE DE LA CHASSE, LE COMITE NATIONAL D'INFORMATION CHASSE-NATURE A DONNE SA CONFERENCE DE RENTREE LE 3 SEPTEMBRE DERNIER POUR PRESENTER LA SITUATION CYNEGETIQUE POUR LA SAISON 85/86, LE NOUVEAU LIVRE VERT ET LA CAMPAGNE D'INFORMATION "LA CHASSE, C'EST NATUREL".

LA SITUATION CYNÉGETIQUE 85/86

D'après les résultats de l'enquête arrêtée au 27 août 1985, sur l'état du gibier avant l'ouverture de la chasse, la situation nationale pourrait être résumée ainsi :

Mammifères : ça va !

Oiseaux : encore des dégâts !

Poils : très bon (lièvre- chevreuil- lapin)

bon (sanglier- cerf- grand gibier de montagne)

Plume : A part les oiseaux migrateurs nés en France (pigeons ramiers, colverts) et le petit gibier de montagne (lagopèdes, téttras).

c'est :

- "un peu " mieux pour les perdrix grises et rouges.
- pas très fameux pour les faisans naturels.

LE PETIT LIVRE VERT DU CHASSEUR N°8

"CONNAISSANCE ET PROTECTION DES ZONES HUMIDES"

Après une série de Petits Livres Verts consacrés aux espèces chassables, le n°8 fait exception à la règle.

Il est consacré à la connaissance des zones humides, à l'avifaune qui les habite, aux menaces qui pèsent sur elles et aux systèmes de protection mis ou à mettre en marche afin de les sauvegarder.

Le Livre Vert n°8 donne également un large écho aux actions menées par la Fondation Nationale pour la Protection des Habitats de la Faune Sauvage ainsi qu'à la campagne d'information du Comité Chasse-Nature sur le thème :

"LA CHASSE, C'EST NATUREL !"

Cette campagne qui s'appuie sur toute une série d'autocollants et autres produits publicitaires, a pour objectif de redorer l'image de la chasse et ... du chasseur en montrant par des illustrations comment la chasse est naturelle aux rapaces, aux poissons prédateurs, aux renards... donc, par conséquent, pourquoi pas au chien et à son maître.

affaire à suivre...



faune

FERME BEAMONT

ESPECES PROTEGEES

UN ARRETE TRES IMPORTANT VIENT D'ETRE PUBLIE AU JOURNAL OFFICIEL:

SA FORMULATION PEUT PARAÎTRE SYBILLINE (ET ELLE L'EST), AUSSI PUBLIONS-NOUS L'ARRETE DU 28 FEVRIER 1962:

QUELLES SONT LES CONSEQUENCES DE CE TEXTE ?

AU FOND ; RIEN DE BIEN NOUVEAU PUISQU'IL NE FAIT QUE CONFIRMER LA THESE QUE NOUS AVONS TOUJOURS DEFENDUE : A SAVOIR QU'IL EST INTERDIT DE COMMERCIALISER LES ESPECES PROTEGEES MEME ELEVEES EN CAPTIVITE (LA LOI DU 10 JUILLET 76 ET LE DECRET DU 25 NOVEMBRE 77 PARLENT CLAIREMENT D'INDIVIDUS APPARTENANT A DES ESPECES PROTEGEES):

DANS LA FORME, CE TEXTE EST TRES IMPORTANT CAR IL ELIMINE TOUTE AMBIGUITE EN CE QUI CONCERNE LES OISEAUX (SAUF 6 ESPECES COMMUNES): L'AVIFAUNE REPRESENTAIT LA PART LA PLUS IMPORTANTE DU COMMERCE:

IL N'Y A DESORMAIS PLUS AUCUNE AMBIGUITE.

L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT, ABONDAMMENT DIFFUSE PAR UN FONCTIONNAIRE DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT DEVIENT TOTALEMENT CADUC (POUR LES OISEAUX):

Arrêté du 28 février 1962

modifié par l'arrêté du 23 janvier 1964
relatif à la mise en vente, vente, achat, transport
et colportage des animaux, de mêmes espèces
que les différents gibiers, nés et élevés en captivité

Article premier. — Tous animaux de mêmes espèces que les différents gibiers sont considérés comme animaux domestiques s'ils sont nés et élevés en captivité.

Art. 2. — Sur justification de leur origine et sous réserve de la réglementation en matière sanitaire et des dispositions de l'article 6 ci-dessous, la mise en vente, la vente, l'achat, le transport et le colportage desdits animaux sont libres en tous temps.

Art. 3. — Les éleveurs se livrant à la production des animaux visés à l'article 1^{er} en vue de leur commercialisation ou de leur colportage devront en effectuer la déclaration. Celle-ci sera facultative pour les éleveurs non commerçants. Les élevages à but lucratif sont nécessairement reconnus, immatriculés et contrôlés.

a) Déclaration d'élevage

L'éleveur adressera au directeur départemental des eaux et forêts une déclaration, sur papier libre, indiquant :

- les nom et prénom du déclarant ;
- le lieu exact où est situé l'élevage ;
- si cet élevage a un but commercial ou non ;
- la nature de l'installation.

b) Reconnaissance

En ce qui concerne les éleveurs qui, sur leur déclaration, auront indiqué qu'ils se livrent au commerce, même partiel, d'animaux de mêmes espèces que les différents gibiers, une reconnaissance de l'élevage sera effectuée par le service des eaux et forêts sans préjudice du contrôle sanitaire. Cette reconnaissance portera principalement sur la nature des installations et sur les espèces et quantités de gibiers de production pouvant être fournis par l'élevage.

c) Immatriculation

Au vu du résultat de cette reconnaissance, il sera attribué et notifié par lettre recommandée à l'éleveur un numéro d'immatriculation qu'il devra porter sur toutes les marques et tampons qu'il est tenu d'apposer. Cette immatriculation comportera obligatoirement deux nombres. Le premier sera le numéro d'ordre du département (numéro utilisé pour l'immatriculation des automobiles), le deuxième sera le numéro affecté suivant l'ordre d'inscription dans le département à chaque éleveur.

d) Contrôle

A tout moment l'élevage pourra être contrôlé par :

- les représentants de l'administration des eaux et forêts ;
- les agents des services vétérinaires ;
- les gardes commissionnés des fédérations départementales des chasseurs.

Art. 4. — Tout commerçant éleveur cessant définitivement son activité devra en faire déclaration à l'ingénieur départemental des eaux et forêts. Dès l'accusé de réception de sa déclaration, il ne pourra plus faire usage du matricule qui lui avait été affecté.

Il sera aussitôt accusé réception de chaque déclaration fournie.

Marquage du gibier de production

Art. 5. — Tous les animaux visés à l'article 1^{er} ou leurs œufs provenant d'élevages déclarés et immatriculés devront être marqués.

Les conditions dans lesquelles ce marquage devra être effectué sont les suivantes :

Œufs.

Chaque œuf devra être muni d'une marque de couleur bleue apposée au moyen d'un cachet de caoutchouc.

Cette marque sera composée d'un cercle de 15 mm de

diamètre portant en son milieu le numéro d'ordre du département et au-dessous le numéro d'immatriculation de l'éleveur. Les chiffres auront 4 mm de hauteur.

Oiseaux.

Chaque oiseau adulte devra être muni d'une agrafe en aluminium de teinte naturelle conforme au modèle réglementaire déposé au ministère chargé de la chasse.

Elle comportera obligatoirement, apposée en estampe, l'immatriculation de l'éleveur. Cette agrafe devra être fixée à l'aile par rivetage définitif.

(A. 23 janv. 1964.) Toutefois les cailles destinées à être commercialisées à l'état mort et plumé pourront être munies d'une marque papier conforme au modèle réglementaire déposé au ministère chargé de la chasse.

Cette marque sera fixée autour de la patte de chaque oiseau et scellée avec une pince à estamper portant le numéro d'immatriculation de l'éleveur.

De plus, les oiseaux vivants pourront, sans être marqués individuellement, être transportés en emballages plombés ou agrafés au matricule de l'éleveur.

Mamifères.

Tout mammifère sera muni :

Pour le petit gibier :

— d'une agrafe du modèle prévu précédemment pour les oiseaux et qui sera apposée à l'oreille par rivetage définitif.

Pour le grand gibier :

— d'un bracelet de marquage en métal blanc, conforme au modèle réglementaire déposé au ministère chargé de la chasse.

Il comportera obligatoirement, apposé en estampe, le numéro d'immatriculation de l'éleveur.

Ce bracelet sera fixé à la patte par rivetage définitif.

Il appartiendra aux éleveurs de se procurer dans le commerce les marques conformes aux modèles réglementaires ; ils devront y faire figurer eux-mêmes, au moyen de pinces à estamper, leur numéro d'immatriculation.

*Tenue et contrôle du registre prévu pour les éleveurs,
les marchands de gibiers, les hôteliers,
les restaurateurs et les gérants de cantine*

Art. 6. — Tout mouvement d'animaux visés à l'article 1^{er} devra être consigné sur le registre prévu par le décret n° 57-85 du 25 janvier 1957 portant réglementation de la vente et de

l'achat du gibier mort et du gibier vivant, que tous marchands de gibier mort et tous marchands de gibier vivant, qu'ils soient grossistes, demi-grossistes ou détaillants, tous hôteliers, restaurateurs et gérants de cantine sont tenus d'avoir.

Art. 7. — Les animaux vivants en captivité ou morts et les œufs porteurs des marques spécifiées à l'article 5 sont présumés animaux domestiques.

Les animaux vivants porteurs des marques spécifiées à l'article 5 devront, préalablement à leur lâcher dans un but de repeuplement, être dépouillés de ces marques devenues alors inutilisables.

Source :

"La Chasse et le Droit" 1983

Jacques GUILBAUD

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté du 1^{er} juillet 1985 modifiant l'arrêté du 28 février 1962 relatif à la mise en vente, la vente, l'achat, le transport et le colportage des animaux des mêmes espèces que les différents gibiers, nés et élevés en captivité

Le ministre de l'environnement,

— Vu le livre III du code rural, titre I^{er}, et notamment l'article 373 ;

— Vu l'arrêté du 28 février 1962 relatif à la mise en vente, la vente, l'achat, le transport et le colportage des animaux des mêmes espèces que les différents gibiers, nés et élevés en captivité ;

— Vu l'avis du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage ;

Sur la proposition du directeur de la protection de la nature,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'arrêté du 28 février 1962 susvisé est abrogé en ce qui concerne les différentes espèces d'oiseaux, à l'exception des espèces suivantes :

Canard colvert ;

Etourneau sansonnet ;

Faisan de chasse ;

Perdrix grise ;

Perdrix rouge ;

Pigeon ramier.

Art. 2. — Le directeur de la protection de la nature est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 1985.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur de la protection de la nature :

L'administrateur civil,

G. SIMON

Source :

Journal Officiel

Lois et décrets le 24 juillet 85



Animaux (ours)

PROTECTION DES BEBES PHOQUES

Une association d'origine américaine mène actuellement une campagne de pétition en faveur des bébés phoques. Le texte de cette pétition, adressé à Mme BOUCHARDEAU, affirme notamment que le gouvernement français "n'a pas encore pris de décision" et "semble très indécis" pour renouveler, au niveau de la CEE, l'interdiction d'importer des produits associés aux bébés phoques.

Ces affirmations sont tout simplement fausses.

Les faits sont les suivants :

- en 1983, la CEE a pris une directive interdisant pendant deux ans l'importation des produits associés aux bébés phoques dans les pays de la Communauté.
- le 27 juin dernier, le Conseil des Ministres Européens de l'Environnement s'est prononcé, avec le plein accord de Mme BOUCHARDEAU, en faveur d'un embargo définitif. C'est maintenant la Commission qui est chargée de mettre au point la directive. L'embargo sera donc maintenu.

En tout état de cause, la France n'importe pas de peaux de bébés phoques depuis dix ans.

En s'étonnant qu'une association "internationale" s'emploie ainsi à répandre une rumeur mensongère, Mme BOUCHARDEAU prie les personnes qui lui ont écrit de comprendre qu'il ne sera pas possible de leur répondre personnellement. Elle confirme qu'il n'est nullement question pour le gouvernement français de revenir sur sa position en faveur de la protection des bébés phoques.

Communiqué de presse du Ministère de l'Environnement le 29.8.85



64131. - 25 février 1985. - M. Georges Megnin s'étonne auprès de M. le ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme des déclarations de M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, qui a annoncé que les ours des Pyrénées étaient irrémédiablement condamnés et qu'il n'était pas possible de "compromettre le développement régional pour trois ours". Il lui demande si ces propos signifient une remise en cause d'une part de la volonté exprimée publiquement par le Chef de l'Etat (septembre 1982) et, d'autre part, du plan de sauvegarde engagé par le Gouvernement en avril 1984 pour mener à bien une politique de conservation et de restauration des effectifs d'ours bruns des Pyrénées, espèce prestigieuse, élément notable de notre patrimoine naturel national.

Réponse. - Le ministre de l'environnement, face à la situation alarmante de l'ours brun dans les Pyrénées, a mis en place en 1984 un plan de sauvegarde qui a pour but de rétablir dans les Pyrénées françaises une population d'ours suffisamment nombreuse, une quarantaine, pour garantir la conservation de l'espèce. Le plan « ours » repose sur une cartographie des zones nécessaires à la survie de la population. Pour chacune de ces zones et selon leur importance biologique, les projets susceptibles de modifier le biotope seront examinés avec la plus grande attention. Une triple action sera menée en direction des intérêts que la présence de l'ours menacerait : pastoralisme, par l'indemnisation des dégâts et des aides aux bergers (hélicoptère par exemple) ; chasse, par des compensations destinées aux chasseurs en contrepartie de leur participation à la survie de l'ours ; exploitation forestière, par le report, au coup par coup, des coupes prévues dans les secteurs vitaux pour l'ours. Des systèmes d'exploitation autres que les routes forestières pourront être proposés : usage d'hélicoptères ou de câbles. La pénétration touristique dans les secteurs-refuge devra être limitée, par le barrage physique des routes et pistes forestières, en même temps qu'une activité touristique liée à la présence de l'ours sera développée autour des communes pyrénéennes : expositions, visites guidées etc. Le plan « ours », visant à ce que les populations locales concernées : éleveurs, forestiers, chasseurs, bergers, souhaitent la présence de l'ours au lieu de la subir, repose sur le fonctionnement de groupes locaux qui détermineront les mesures à retenir localement dans le cadre des propositions de l'administration. Mais le Gouvernement a par ailleurs le souci de ne pas compromettre le développement régional par un excès de protection, tel était le sens d'une remarque déformée, dès lors qu'elle était retirée de son contexte. Les orientations retenues pour ce programme doivent correspondre au souci du Gouvernement de ne pas opposer protection de la nature et développement économique.

Source :
Assemblée Nationale
Questions et réponses le 26 août 1985

législation

1986 SERA LE DIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA NATURE.

NOUS COMMENÇONS AUJOURD'HUI LA PUBLICATION DES LOIS SUR LA PROTECTION DE LA NATURE A L'ETRANGER. A TOUT SEIGNEUR, TOUT HONNEUR, C'EST LA SUISSE QUI INAUGURE CETTE RUBRIQUE. DANS CE NUMERO, NOUS PRESENTONS LE TEXTE DE LA LOI ET DANS LE PROCHAIN, LE DECRET D'APPLICATION.

Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage

(Du 1^{er} juillet 1966)

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu les articles 24^{sexies}, 2^e, 3^e et 4^e alinéas, 42^{ter} et 64^{bis} de la constitution fédérale ¹;

vu le message du Conseil fédéral du 12 novembre 1965 ²,

arrête:

Article premier

Dans les limites de la compétence conférée à la Confédération par l'article 24^{sexies}, 2^e à 4^e alinéas, de la constitution fédérale ¹, la présente loi a pour but:

- De ménager l'aspect caractéristique du paysage et des localités, les sites évocateurs du passé ainsi que les curiosités naturelles et les monuments du pays;
- De soutenir les cantons dans l'accomplissement de leur tâche de protection de la nature et du paysage et d'assurer la collaboration avec eux;
- De soutenir les efforts d'associations pour la protection de la nature et du paysage;
- De protéger la faune et la flore indigènes ainsi que leur espace vital naturel.

Chapitre premier: Protection de la nature et du paysage lors de l'accomplissement de tâches de la Confédération

Art. 2

Accomplissement de tâches de la Confédération

Par accomplissement d'une tâche de la Confédération au sens de l'article 24^{sexies}, 2^e alinéa, de la constitution fédérale ¹, il faut entendre notamment:

- L'élaboration de projets, la construction et la modification d'ouvrages et d'installations par la Confédération, ses instituts et ses établissements, par exemple les bâtiments et les installations de l'administration fédérale, les routes nationales, les bâtiments et installations de l'Entreprise des postes, téléphones et télégraphes et des Chemins de fer fédéraux;
- L'octroi de concessions et d'autorisations, par exemple pour la construction et l'exploitation d'installations de transport et de communications (y compris l'approbation des plans), d'ouvrages et d'installations servant au transport d'énergie, de liquides ou de gaz, ou à la transmission de messages, ainsi que l'octroi d'autorisation de défrichements;
- L'allocation de subventions pour des mesures de planification, pour des installations et des ouvrages, tels que les améliorations foncières, l'assainissement de bâtiments agricoles, les corrections de cours d'eau, les installations de protection des eaux et les installations de communications.

Art. 3

Devoir de la Confédération

¹ Les autorités, services, instituts et établissements fédéraux doivent, dans l'accomplissement des tâches de la Confédération, prendre soin de ménager l'aspect caractéristique du paysage et des localités, les sites évocateurs du passé ainsi que les curiosités naturelles et les monuments et de les conserver intacts là où il y a un intérêt général prépondérant.

² Ils s'acquittent de ce devoir:

- En construisant et en entretenant de manière appropriée leurs propres bâtiments et installations ou en renonçant à construire (art. 2, let. a);
- En attachant des charges ou des conditions aux autorisations et aux concessions, ou en refusant celles-ci (art. 2, let. b);

c. En n'allouant des subventions que sous conditions ou en refusant d'en allouer (art. 2, let. c).

³ Ce devoir existe quelle que soit l'importance de l'objet au sens de l'article 4. Une mesure ne doit cependant pas aller au-delà de ce qu'exige la protection de l'objet et de ses environs.

Art. 4

S'agissant des paysages et des localités caractéristiques, des sites évocateurs du passé, des curiosités naturelles ou des monuments selon l'article 24^{sexies}, 2^e alinéa, de la constitution fédérale ¹, il faut distinguer:

Catégories d'objets

- Les objets d'importance nationale;
- Les objets d'importance régionale et locale.

Art. 5

¹ Le Conseil fédéral établit, après avoir pris l'avis des cantons, des inventaires d'objets d'importance nationale; il peut se fonder à cet effet sur des inventaires dressés par des institutions d'Etat et par des associations pour la protection de la nature et du paysage. Les critères qui ont déterminé le choix des objets seront indiqués dans les inventaires. En outre, ceux-ci contiendront au minimum:

Inventaires fédéraux d'objets d'importance nationale

- La description exacte des objets;
- Les raisons leur conférant une importance nationale;
- Les dangers qui peuvent les menacer;
- Les mesures de protection déjà prises;
- La protection à assurer;
- Les propositions d'amélioration.

² Les inventaires ne sont pas exhaustifs. Ils seront régulièrement réexaminés et mis à jour; le Conseil fédéral décide de l'inscription, de la modification ou de la radiation d'objets, après avoir pris l'avis des cantons. Les cantons peuvent, de leur propre chef, proposer un nouvel examen.

Art. 6

¹ L'inscription d'un objet d'importance nationale dans un inventaire fédéral montre que l'objet mérite spécialement d'être conservé intact ou en tout cas d'être ménagé le plus possible.

Importance de l'inventaire

² Lorsqu'il s'agit de l'accomplissement d'une tâche de la Confédération, la règle suivant laquelle un objet doit être conservé intact dans les conditions fixées par l'inventaire ne souffre d'exception, que si des intérêts équivalents ou supérieurs, d'importance nationale également, s'opposent à cette conservation.

Art. 7

Expertise
obligatoire

S'il se révèle que l'accomplissement d'une tâche de la Confédération pourrait porter atteinte à un objet inscrit dans un inventaire fédéral, le service compétent doit demander à temps une expertise de la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage ou de la Commission fédérale des monuments historiques. Cette expertise indiquera pourquoi et comment l'objet devrait être conservé intact ou en tout cas ménagé le plus possible.

Art. 8

Expertise
facultative

Lors de l'accomplissement des tâches de la Confédération, la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage et la Commission fédérale des monuments historiques peuvent, dans les cas importants, donner de leur propre chef et en tout état de la procédure leur avis sur la manière de ménager des objets ou de les conserver intacts. Ces commissions doivent cependant donner leur avis aussitôt que possible. Sur demande, tous les documents nécessaires seront mis à leur disposition.

Art. 9

Autres
expertises

Le service fédéral compétent peut aussi demander une expertise à la commission cantonale pour la protection de la nature et du paysage ou à un autre organe à désigner par le canton, ou inviter des associations pour la protection de la nature et du paysage à se prononcer.

Art. 10

Avis des
gouvernements
des cantons

Dans les cas prévus aux articles 7, 8 et 9, l'avis des gouvernements des cantons doit toujours être requis.

Art. 11

Réserve
concernant
les ouvrages
militaires

Lors de la construction d'un ouvrage militaire au sens de la loi fédérale du 23 juin 1950¹⁾ concernant la protection des

ouvrages militaires, le service fédéral compétent n'a pas l'obligation de demander une expertise. Il n'est pas tenu non plus de remettre des documents pour les expertises facultatives.

Art. 12

¹ Lorsque des arrêtés ou ordonnances des cantons ou des décisions d'autorités fédérales peuvent faire l'objet d'un recours au Conseil fédéral ou d'un recours de droit administratif au Tribunal fédéral, le droit de recourir appartient aux communes et aussi aux associations d'importance nationale qui, aux termes de leurs statuts, se voient à la protection de la nature et du paysage ou à des tâches semblables par pur idéal.

² Les cantons ont également le droit de recourir contre les décisions d'autorités fédérales.

³ Les associations selon le 1^{er} alinéa ont en outre le droit de former des oppositions ou des demandes au sens des articles 9, 35 et 55 de la loi fédérale du 20 juin 1930¹⁾ sur l'expropriation.

Chapitre 2. Soutien accordé par la Confédération à la protection de la nature et du paysage et mesures de la Confédération

Art. 13

¹ La Confédération peut soutenir la protection de la nature et du paysage en allouant des subventions allant jusqu'à 40 pour cent des frais pour la conservation de paysages, de l'aspect de localités, de sites évocateurs du passé, de curiosités naturelles et

Subventions
pour la
conservation
d'objets dignes
de protection

de monuments dignes de protection. Ces subventions ne sont accordées que si le canton participe aussi aux frais dans une mesure équitable. Leur taux se détermine d'après l'importance de l'objet à protéger (art. 4), la somme des frais et la capacité financière du canton.²⁾

² Les subventions peuvent être liées à des conditions concernant la conservation et l'entretien de l'objet et de ses environs.

Art. 14

La Confédération peut accorder à des associations pour la protection de la nature et du paysage d'importance nationale des subventions pour les frais de l'activité qu'elles exercent dans l'intérêt public.

Subventions
à des
associations
pour la
protection
de la nature
et du paysage

Art. 15

¹ La Confédération peut procéder par voie contractuelle ou, exceptionnellement, par voie d'expropriation pour acquérir ou sauvegarder des sites naturels en vue de créer des réserves, ainsi que pour acquérir ou sauvegarder des sites évocateurs du passé et des monuments d'importance nationale. Elle peut charger des cantons, des communes, des associations ou des fondations d'administrer de tels objets.

² La loi fédérale du 20 juin 1930¹⁾ sur l'expropriation est applicable.

Art. 16

Mesures
conservatoires

Si un danger imminent menace un site naturel selon l'article 15, un site évocateur du passé ou un monument d'importance nationale, le Conseil fédéral peut, par des mesures temporaires, placer l'objet sous la protection de la Confédération et ordonner que les dispositions nécessaires à sa conservation soient prises.

Art. 17

Restitution de
subventions

¹ La restitution de subventions accordées à tort peut être requise. Peut également être requise la restitution totale ou partielle de subventions pour des objets qui ne répondent plus au but de la subvention ou ne méritent plus d'être protégés.

² L'action en restitution se prescrit par dix ans à compter de la naissance du droit. Les articles 135 et suivants du code des obligations¹⁾ sont applicables.

Chapitre 3. Protection de la faune et de la flore du pays

Art. 18

Protection
d'espèces
animales
et végétales

¹ La disparition d'espèces animales et végétales indigènes doit être prévenue par le maintien d'un espace vital suffisamment étendu (biotopes), ainsi que par d'autres mesures appropriées. Lors de l'application de ces mesures, il sera tenu compte des intérêts dignes de protection de l'agriculture et de la sylviculture.

² Dans la lutte contre les ravageurs, notamment dans la lutte au moyen de substances toxiques, il faut éviter de mettre en danger des espèces animales et végétales dignes de protection.

³ La Confédération peut favoriser la réacclimatation en des lieux appropriés d'espèces ne vivant plus à l'état sauvage en Suisse ou menacées d'extinction.

⁴ La législation fédérale sur la chasse et la protection des oiseaux ainsi que sur la pêche est réservée.

Art. 19

Une autorisation de l'autorité cantonale compétente est nécessaire pour récolter des plantes sauvages et capturer des animaux vivant en liberté à des fins lucratives. L'autorité peut la limiter à certaines espèces, contrées, saisons et quantités, ou d'une autre manière, et interdire la récolte ou la culture organisées ainsi que la publicité à cet effet. La présente disposition ne concerne pas les produits ordinaires de l'agriculture et de la sylviculture, ni la cueillette de champignons, de baies et de plantes utilisées en herboristerie, effectuée dans une mesure conforme à l'usage local, sauf s'il s'agit de plantes protégées.

Récolte
de plantes
sauvages
et capture
d'animaux;
autorisation
obligatoire

Art. 20

¹ Le Conseil fédéral peut interdire totalement ou partiellement la cueillette, la déplantation, l'arrachage, le transport, la mise en vente, la vente, l'achat ou la destruction de plantes rares. Il peut également prendre des mesures adéquates pour protéger certaines espèces animales menacées ou dignes de protection.

Protection
de plantes
et d'animaux
rares

² Les cantons peuvent édicter des interdictions semblables pour d'autres espèces.

Art. 21

La végétation (telle que roselières et jonchères, etc.) des eaux publiques ne doit pas être essartée ni recouverte ou anéantie d'une autre manière.

Végétation
des rives

Art. 22

¹ L'autorité cantonale compétente peut, à des fins scientifiques, pédagogiques et thérapeutiques, et sur des territoires déterminés, permettre des exceptions pour la récolte et la déplantation de plantes protégées ainsi que pour la capture d'animaux.

Exceptions
autorisées

² Elle peut autoriser la suppression de la végétation existant sur des rives lorsque l'intérêt public l'exige. La décision peut faire l'objet d'un recours au Conseil fédéral, conformément à l'article

125, 1^{er} alinéa, lettre b, de la loi fédérale d'organisation judiciaire ¹⁾ du 16 décembre 1943.

³ Dans les cas de projets de construction qui doivent être exécutés en vertu d'une concession fédérale ou par des établissements fédéraux en vertu de la législation de la Confédération qui les régit spécialement, l'autorité compétente pour approuver les plans décide aussi des exceptions à autoriser. Avant de se prononcer, elle prend l'avis de l'autorité cantonale.

Art. 23

Espèces
animales
et végétales
étrangères:
autorisation
obligatoire

Une autorisation du Conseil fédéral est nécessaire pour acclimater des espèces animales et végétales étrangères ou pour introduire des espèces indigènes dans une région du pays où elles n'existaient pas jusqu'ici. La présente disposition ne concerne pas les enclos, les jardins et les parcs, ni les établissements agricoles et sylvicoles.

Chapitre 4. Dispositions pénales

Art. 24

¹ Celui qui n'aura pas rempli une condition qui lui a été imposée et à laquelle l'allocation d'une subvention fédérale a été liée en vertu de l'article 13, 2^e alinéa,

celui qui aura enfreint une prescription édictée par le Conseil fédéral en exécution des articles 16 et 18, 1^{er} et 2^e alinéas,

celui qui aura enfreint une interdiction édictée par l'autorité compétente en application des articles 19 et 20,

celui qui, sans droit, se sera livré à un acte soumis à une autorisation en vertu des articles 19, 22 et 23, ou aura outrepassé une autorisation,

sera puni des arrêts ou de l'amende.

² Les animaux capturés illicitement seront confisqués, de même que, si cela est équitable, les plantes récoltées, mises en vente ou acquises illicitement.

³ Dans la mesure de la peine, il sera tenu compte des avantages pécuniaires obtenus illicitement.

⁴ Sont réservées les dispositions spéciales du code pénal suisse ²⁾ ainsi que les dispositions pénales des autres lois fédérales, notamment de la législation sur la protection des eaux, sur les forêts, la pêche, la chasse et la protection des oiseaux.

⁵ La poursuite et le jugement des infractions incombent aux cantons.

Chapitre 5. Disposition d'organisation

Art. 25

La Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage et la Commission fédérale des monuments historiques fonctionnent comme organes consultatifs du Conseil fédéral.

Chapitre 6. Disposition finale

Art. 26

Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi. Il édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Date de l'entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1967 ¹⁾

ELUS

LES ELUS ET LA PROTECTION DE LA NATURE

LES ELUS SONT SOUVENT CONSIDERES COMME DES PERSONNES SOUCIEUSES AVANT TOUT DE LEUR REELECTION ET DONC PRIVILEGIANT LE COURT TERME SUR LE LONG TERME.
HEUREUSEMENT, TOUS NE SONT PAS AINSI ET QUELQUEFOIS, ILS MONTRENT LEUR INTERET POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATUREL.

CES EXEMPLES DOIVENT ETRE CONNUS. NOUS OUVRONS DONC CETTE RUBRIQUE AFIN QUE LES ASSOCIATIONS PUISSENT DONNER PLUS DE RETENTISSEMENT A CES ACTIONS.
NOUS ATTENDONS DONC VOS EXEMPLES AVEC IMPATIENCE.
POUR INAUGURER CETTE SERIE QUI, ESPERONS-LE, SERA BIEN REMPLIE, NOUS AVONS CHOISI LE MAIRE DE TREGUNG (FINISTERE).

Protection des étangs

Le maire demande l'interdiction de chasse sur les dunes de Trévignon

Il y a quinze jours, Paulette Lecroc, maire de Trégunc, a demandé au ministère de l'Environnement, par l'intermédiaire du préfet du Finistère, que soit interdite la chasse sur le secteur public près des étangs de Trévignon. Elle a par ailleurs demandé le report de l'ouverture sur le domaine privé des étangs. Elle a écrit dans le même sens à Louis Le Penec, député, président du Conservatoire national du littoral, qui s'est engagé à appuyer ses démarches.

Mme Lecroc, pour l'instant, n'a pas eu de réponse du ministère.

Des chasseurs très nombreux, venus de tous les horizons, s'installent sur les dunes de Trévignon pour y tirer les canards qui vivent à une quarantaine de mètres de là sur les étangs de Loch-Lougar et Loch-Coziou. Ils causent d'importants dommages à la dune, notamment en y creusant des trous pour s'embusquer. Chacun, mairie, association de protection de l'environnement, mais également certaines associations de chasseurs, s'accorde à dire que cela ne pouvait plus continuer ainsi.

La demande de report sur le

domaine privé des étangs part d'un autre souci. Habituellement l'ouverture de la chasse au canard sur les étangs a lieu le 1^{er} septembre. Mme Lecroc souhaite qu'elle n'ait lieu qu'en même temps que l'ouverture générale, fin septembre. Les nombreuses observations, faites en particulier par la S.E.P.N.B. (Société d'études et protection de la nature en Bretagne), indiquent, en effet, que plusieurs espèces peu courantes et protégées ont choisi de nicher cette année sur les étangs. Ouvrir la chasse trop tôt aboutirait à voir les jeunes oiseaux décimés.

A. T.

La Bretagne à Paris

VENDREDI 23 AOUT 1985

stages

CONCERT DE PLOMB ET DE FROU - FROU

Bientôt l'automne, les migrateurs vont se faire la malle vers le sud et beaucoup se feront descendre par des pruneaux.

Alors monter en 1ère première ligne!!? .
JEUNES ET NATURE, l'I.Y.F. (International Youth Federation for Environmental Studies and Conservation), vous proposent un stage:

" LA CHASSE EN EUROPE "

mené en collaboration avec l'association ORGAMBIDESKA COL LIBRE.

- Son but :
- Etude sur la chasse des oiseaux migrateurs en France et en Europe.
 - Echange d'expériences et d'informations dans les différents pays européens.
 - Observation des passages de migrateurs.
 - Visite des installations de chasse.
 - Projections.

Des français ne peuvent pas manquer un rendez-vous européen sur ce site idéal d'Orgambideska aux dates du :

27 SEPTEMBRE AU 4 OCTOBRE 1985

DANS LES PYRENEES

PRIX : 500 F (remboursement des frais de voyage à 50% du coût)

Langue de travail : Français et anglais

Age maximum : 30 ans

Date limite d'inscription : 20 septembre 85

Pour toute information complémentaire s'adresser à:

JEUNES ET NATURE

129, Bd St Germain

75279 PARIS Cédex 06

Tél : (1) 326.19.26.



en bref



PALMARES DE LA 3^{ème} BIENNALE EUROPEENNE DU FILM SUR L'ENVIRONNEMENT

* GRAND PRIX DE LA BIENNALE EUROPEENNE DU
FILM SUR L'ENVIRONNEMENT ET PRIX D'HONNEUR
DE LA VILLE DE DORTMUND

doté de DM 10.000, offert par la Fondation Euro-
péenne de la Culture

"Windscale, the nuclear laundry" (GB)
(Windscale, la blanchisserie du nucléaire)
réalisé par James Cutler
produit par Yorkshire Television

* SECOND PRIX

doté de DM 5.000, offert par la Commission des
Communautés Européennes

"Schwarzwarld Ade ?" (D)
(La Forêt Noire condamnée ?)
réalisé par Harmut Schoen
produit par Z.D.F. TV

* PRIX SPECIAL DU JURY

doté de DM 4.000

ET PRIX DU PARLEMENT EUROPEEN

"Der Untergang der AG-Weser" (Unter deutschen
Dächern) (D)
(Le déclin des chantiers navals AG-Weser/Série
"Unter deutschen Dächern")
réalisé par Günter Hörmann, Thomas Mitscher-
lich, Detlef Saurin
produit par Radio Bremen TV

* PRIX DU MEILLEUR FILM D'EDUCATION SUR
L'ENVIRONNEMENT

doté de DM 5.000,-

"What goes up must come down" (GB)
(Pollution atmosphérique : l'effet Boomerang)
réalisé par John Thornicroft
produit par Central Independent Television

* PRIX SPECIAL POUR LE FILM D'INFORMATION
INDUSTRIELLE SUR L'ENVIRONNEMENT
doté de DM 5.000, offert par l'Association des
Industries Allemandes

"Der Schmetterlinge Liebesgrube- Insekten als
Chemiker" (D)
(Insectes : la chimie de l'amour)
réalisé par Dr Manfred Baier
produit par B.A.S.F.

* PRIX DU CONSEIL DE L'EUROPE

"Die Saat des Fortschritts oder das Ende der
Entwicklung" (D)
(Les raisons de la colère)
réalisé par Gordian Troeller et Claude Defarge
produit par Radio Bremen TV

* PRIX DU CIDALC (Comité international pour la
Diffusion des Arts et des Lettres par le Cinéma)

"Do it yourself" (CH)
réalisé par Erich Langjahr
produit par Erich Langjahr

* MENTION SPECIALE DU JURY

"Und ewig stinhen die Felder" (Unter deutschen
Dächern) (D)
(Dans les champs, la peste)
réalisé par Nina Kleinschmidt et Wolf-Michael
Eimler
produit par Radio Bremen TV

GREENPEACE

Vous voulez : faire passer des idées, dynamiser une équipe, gagner de l'argent... Notre foire à la brocante marche bien !

Renseignements:

OISEAUX NATURE
RAON 88220 XERTIGNY
Tél. 29.62.48.60

"ET IL EST TOUJOURS MINISTRE CELUI-LA III"

Monsieur Michel CREPEAU, Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, invité à commenter le 30 août dernier à COURCHEVEL (Hte Savoie), l'affaire du Rainbow Warrior, a répondu : "essayez donc de mener une enquête sur Greenpeace, on découvrira des choses intéressantes... Je m'aperçois que Greenpeace n'a jamais em... les russes ni les américains".

"Ne comptez pas sur moi pour vous dire une vérité que je ne connais pas et que le gouvernement, et M. TRICOT aussi, ignorent", a déclaré M. CREPEAU qui ouvrait en début d'après-midi les travaux de l'université d'été du mouvement des jeunes radicaux de gauche.

"C'est un roman d'espionnage avec des agents secrets qui sont tellement secrets que tout le monde les connaît... bizarre... bizarre...", a poursuivi le ministre.

Faisant référence au mouvement pour la défense des bébés phoques aux Etats-Unis, M. CREPEAU a ajouté : "Aux USA, on n'écrit pas à Ronald Reagan" pour se plaindre : "on dit, il faut envoyer 500 dollars à Greenpeace et il y a mille c... qui envoient cette somme. On en consacre la moitié à des émissions de télévision et le reste ça sert à acheter des bateaux. Moi j'aimerais savoir à quoi ça sert" a conclu le ministre.

Source:
Dépêche de l'AFP
le 30 août 1985

LE CONSEIL DE LA FÉDÉ : IL N'A QU'À ADHÉRER
À GREENPEACE

La Fédération Lorraine pour l'Environnement et la Qualité de la Vie recherche un objecteur motivé par les problèmes liés à la protection de la nature et au cadre de vie.

Contact :

FLORE 57
BP 2095
57052 METZ CEDEX 2
Tél. (8) 776.30 46 Ou 707.62.13

Le GECNAL recherche pour affectation à Velaine-en-Haye des objecteurs de conscience qui seront chargés en particulier :

- pour l'un, des soins aux animaux sauvages en difficulté, dans le cadre de son centre SOS animaux sauvages.
- pour un autre, des soins et de la présentation au public de petits animaux domestiques (poules, lapins, pigeons, en particulier de races en voie de disparition).

Les objecteurs pourront être hébergés (simplement) et nourris sur place.

Notre association recherche aussi des stagiaires "Jeunes volontaires".

Il est demandé aux candidats une bonne motivation pour la protection de la nature et un minimum de connaissances sur le sujet.

Renseignements:

GECNAL
Velaine-en-Haye
54840 GONDREVILLE
Tél. (8) 323.26.16

LA LETTRE DU HERISSON

SPECIALE ASSOCIATIONS

**diffusion
interne**

EDITORIAL	P. 16
CHASSE : LA GARDERIE - RIEN DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL	P. 17.18.19
ANIMATION- NATURE : ENQUETE DE LA FRAPNA	P. 20/21
DERNIERE MINUTE	P. 22



—**éditorial**—

QUE LA CRISE EST JOLIE..?

TOUT ORGANISME APRÈS SA NAISSANCE SUBIT UNE PHASE DE CROISSANCE PLUS OU MOINS RAPIDE, PRESQUE TOUJOURS JALONNÉE D'UNE PHASE CRITIQUE, CETTE CRISE DE CROISSANCE QUI PERTURBE PLUS OU MOINS L'INDIVIDU LUI PERMET D'ABANDONNER DES CARACTÉRISTIQUES JUVÉNILES POUR ACQUÉRIR LES POTENTIALITÉS DE L'ADULTE.

LA FFSPN NE FAIT PAS EXCEPTION À LA RÈGLE, ELLE SUBIT SA CRISE D'ADOLESCENCE. AU COURS DES ANS, ELLE A GRANDI, S'EST AFFIRMÉE, A MULTIPLIÉ SES POSSIBILITÉS, DÉVELOPPÉ LE TALENT DE SES ASSOCIATIONS MEMBRES. ENCORE ATTACHÉE À L'EXTRÊME LIBERTÉ ET À L'INCONSCIENCE DE L'ENFANCE, ELLE HÉSITE DEVANT L'ORGANISATION PLUS STRICTE ET PLUS FORMELLE D'UNE VIE D'ADULTE.

OUI, LA FFSPN EST EN CRISE,, ET C'EST NORMAL, LA RANÇON DE LA RÉUSSITE.

EN PÉRIODE DE CRISE, TOUT PARAÎT POSSIBLE, DU MEILLEUR AU PIRE, L'IMAGINATION EST AU POUVOIR, LA RAISON DOIT POINTER SOUS L'IMAGINATION, PROFITONS DE CETTE PÉRIODE POUR REDRESSER LES ERREMENTS, ÉCLAIRER LES "NON-DITS", MODIFIER DES HABITUDES DOUILLETES MAIS DÉSUÊTES ET SCLÉROSANTES.

VOUS AVEZ EFFECTIVEMENT DES IDÉES SUR CE QUI NE VA PAS, SUR CE QU'IL FAUDRAIT FAIRE ?

TANT MIEUX, BRAVO !

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS, DE VOS CRITIQUES, DE VOS SUGGESTIONS, DE VOS "IDÉES FOLLES" POUR DONNER À LA FFSPN UN NOUVEAU LOOK ET MÊME UN NOUVEAU NOM PUISQU'ELLE TROUVE LE SIEN. VIEILLOT ET PAS DU TOUT "CHÉBRAN".

LES PESSIMISTES, LES OPTIMISTES, LES YAKACISTES, LES RÊVEURS, LES ACTIFS, VOUS ÊTES TOUS ATTENDUS AU RÉSEAU "BILAN ET PERSPECTIVE DE LA FFSPN".

NE L'OUBLIEZ PAS : LA FFSPN, C'EST VOUS !

JOSETTE BENARD
VICE-PRÉSIDENTE.

chasse

GARDERIE ... RIEN DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL

AU MOIS DE MARS DERNIER, LA FFSPN ADRESSAIT UNE LETTRE A TOUTES LES ASSOCIATIONS ADHERENTES EN LEUR DEMANDANT D'INTERVENIR AUPRES DE LEURS DEPUTES ET SENATEURS POUR:

- RENDRE LA GARDERIE DE LA CHASSE INDEPENDANTE DES FEDERATIONS,
- FAIRE ECHOUER UN PROJET DE RETIRER LA PECHE ET LA CHASSE AU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT (QUI MALGRE TOUS LES DEMENTIS A BEL ET BIEN ETE ETUDIE A L'ELYSEE).

LA PARTICIPATION DES ASSOCIATION A ETE TOUT A FAIT REMARQUABLE ET C'EST PLUS D'UNE CENTAINE DE PARLEMENTAIRES QUI ONT ECRIS A MME BOUCHARDEAU. CELLE-CI VIENT DE LEUR REPENDRE AVEC UNE LETTRE TYPE DONT NOUS REPRODUISONS UN EXEMPLAIRE (IL Y A QUELQUES VARIANTES...).

LA FFSPN A REPONDU AUX ASSERTIONS DU MINISTRE, VOUS EN TROUVEREZ LE TEXTE CI-JOINT. EN TOUT CAS, SI LE MAINTIEN DE LA CHASSE ET DE LA PECHE AU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT SEMBLE ACTUELLEMENT ACQUIS, LE PROBLEME DES GARDES-CHASSES RESTE ENTIER. IL NOUS FAUT CONTINUER A FAIRE PRESSION.

NOUS SOMMES INTERESSES PAR TOUT RENSEIGNEMENT PRECIS DE PRESSION DE PRESIDENTS DE FEDERATIONS DEPARTEMENTALES DES CHASSEURS SUR DES GARDES-CHASSES.

JPA/CD PN/S2 n°85
DPN

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

CAB/PARL 85/409

Neully, le - 5 AOUT 1985

Monsieur le Sénateur,

Vous avez appelé mon attention sur les interventions de plusieurs associations de protection de la nature qui, dans la perspective de la réforme de la chasse, développent les deux voeux suivants :

1°) Que la garderie de la chasse ne soit plus sous le contrôle des présidents de fédérations départementales des chasseurs, au motif qu'"on ne peut être juge et partie" ;

2°) Que, afin de préserver la cohérence de la gestion des ressources naturelles, la chasse et la pêche soient maintenues dans les attributions du Ministère de l'Environnement.

Concernant ce dernier point, je ne puis que manifester mon accord sur le fond avec les intervenants. Mais je ne sache pas que les attributions de mon département ministériel soient, comme ils le pensent, menacées.

Le premier voeu, par contre, paraît procéder d'une vision bien incomplète des rôles de la garderie et des fédérations. Il me semble que, sans caricaturer à l'excès, on peut la résumer ainsi :

"Le rôle essentiel du garde doit être de protéger la nature ; or la chasse est, en soi, une activité antagoniste de la préservation des espèces, et le chasseur un contrevenant en puissance aux lois et règlements relatifs à la protection de la nature. Représentant les chasseurs, les fédérations couvrent tout naturellement leurs excès".

Il me paraît nécessaire de rappeler :

* Que la tâche principale des gardes-chasses nationaux est la recherche des infractions à la police de la chasse et leur constatation ;

* Que les fédérations, dont les présidents sont nommés par le ministre chargé de la chasse, contribuent, en vertu de leurs statuts, eux-mêmes résultant d'un arrêté ministériel, à un service public, et notamment à la répression du braconnage.

La position de la garderie auprès des fédérations n'a donc rien de paradoxal, et la comparaison faite à ce propos par les sociétés de protection de la nature avec le cas d'un automobile club qui serait chargé de la police de la route n'est pas des plus pertinentes (encore qu'on ne voit pas pour quelles raisons un automobile club pourrait être tenté de couvrir les débordements de certains de ses membres).

Il est exact que, si la tâche principale des gardes est la police de la chasse, ils sont également compétents pour constater les infractions à la loi sur la protection de la nature. C'est bien évidemment dans ce domaine que vos correspondants critiquent le contrôle exercé par les présidents des fédérations.

L'idée que les présidents couvriraient de telles infractions relève du procès d'intention. Elle est même illogique dans la mesure où les fédérations ont à préserver l'image de marque de la chasse, à une époque où elle est contestée.

Plus fondamentalement, il serait temps de cesser de considérer que chasse et protection constituent deux préoccupations naturellement antagonistes alors qu'au contraire elles sont liées.

Enfin il faut rappeler que, dans l'exercice de leurs fonctions de constatation, les gardes relèvent, non du président de fédération, mais du Procureur de la République.

En matière de garderie, le président assure, outre la gestion administrative, la programmation de l'activité des gardes, ce qui consiste à prévoir les missions (tournées) et à en contrôler l'exercice - ceci est logique, eu égard au caractère central de la lutte contre le braconnage dans les missions de la garderie. Mais leur rôle ne consiste

nullement, et il n'en ont d'ailleurs pas le pouvoir, à sélectionner les procès verbaux dressés à l'occasion de ces missions. En outre des missions peuvent être ordonnées directement par le Procureur de la République que n'importe quel citoyen, ou association, peut saisir dans la mesure où il a connaissance d'infractions.

J'estime pour ma part que les gardes, qui sont non seulement des agents chargés de missions de police, mais aussi des techniciens de la faune, gibier ou non, trouvent très logiquement leur place auprès des fédérations et juge en conséquence inopportun de rompre leurs liens avec ces dernières.

Je vous prie de croire, Monsieur le Sénateur, à l'assurance de mes sentiments distingués,

T. Bouchardeau

Huguette BOUCHARDEAU

Madame le Ministre,

Plusieurs députés nous ont communiqué la réponse que vous leur avez faite à propos du problème de la garderie.

Nous nous étonnons de la façon dont vous semblez interpréter la position des associations de protection de la nature dans cette affaire.

Elles ne considèrent pas que la chasse est "en soi une activité antagoniste de la préservation des espèces" ni "que les fédérations couvrent tout naturellement les excès des chasseurs". En revanche, force est de reconnaître (ce sont les faits) que certaines fédérations couvrent certains excès. La fédération des chasseurs des Landes sait fort bien par exemple que l'on chasse l'ortolan sur son territoire même si cette activité est prohibée. De même, le tir à la chevrotine (avant qu'il ne soit à nouveau autorisé) l'usage des lecques, se sont pratiqués ou se pratiquent, sans que nesoient intervenues ou n'interviennent les fédérations qui ont pour mission de faire respecter la loi.

C'est pourquoi, la comparaison que nous faisons entre le cas d'un automobile club chargé d'assurer la police de la route et une fédération de chasseurs assurant seule la garderie nous semble pertinente. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de faire verbaliser les auteurs d'infractions par des personnels mis sous tutelle complète d'élus des contrevenants. Seule, l'adhésion diffère : facultative pour un automobile club, elle est obligatoire pour une association de chasseurs.

La garderie est l'un des rares cas d'organisation de la société française où les usagers ont institutionnellement pouvoir d'influer sur la carrière des personnels chargés de faire respecter les textes les concernant.

Accepterait-on, sauf à faire preuve d'un angélisme surprenant que les contribuables aient institutionnellement pouvoir de maîtriser la carrière des agents du fisc, que les voyageurs ou les entreprises d'export-import contrôlent les agents des douanes ?

La carrière des policiers dépend-elle directement des citoyens dont ils sont chargés de contrôler les abus ? Non, bien sûr, cela est incompatible avec nos traditions; alors pourquoi cette exception en matière de garderie? C'est un anachronisme qui ne nous semble pas de mise dans une société qui se veut moderne et démocratique.

L'idée que certains présidents couvrent certaines infractions à la loi sur la protection de la nature ou à la réglementation de la chasse n'est pas un procès d'intention (faut-il rappeler les déclarations publiques de tel président affirmant qu'il n'appliquerait pas et ne ferait pas appliquer la loi..?)

Sans vouloir généraliser, nombreux sont cependant les cas où sont données aux gardes-chasses des instructions orales pour que ne soit pas verbalisée la chasse de nuit (illégale), pour que les tournées de surveillance ne s'effectuent pas là où pourraient être relevées des infractions (réserves de chasse), pour que des taxidermistes agissant dans l'illégalité ne soient pas inquiétés, etc. Nous pouvons faire état également d'instructions écrites comme celle provenant du président de la Fédération de chasseurs des Ardennes, transmise, il y a quelques années à la DPN ou comme le tableau de travail des gardes de la Fédération des Chasseurs de Gironde en mai 1985.

Il est exact que les gardes ne font pas le tri des P.V transmis au procureur, mais il est aussi tout à fait exact que dans certains cas, les gardes préfèrent ne pas dresser de procès verbaux, car ils ne tiennent pas à briser leur carrière.

Les syndicats de gardes ont dénoncé à plusieurs reprises ce phénomène même si, pour des raisons évidentes de souci du sort des intéressés, des preuves flagrantes ne soient pas plus souvent fournies.

Il n'a jamais été dans notre intention de demander que la garderie rompe les liens avec les fédérations. Par contre, nous demandons instamment que les gardes relèvent hiérarchiquement d'un fonctionnaire (préfet, DDA ou directeur départemental de l'environnement quand il y en aura un) et notamment qu'ils soient notés par ces fonctionnaires. Nous récusons le système de mise à disposition envisagé par la loi de fonctionnarisation. Nous sommes d'accord pour que des conventions régissent les relations entre les gardes et les fédérations de chasse à condition que les activités de police de la chasse et de la nature en soient exclues, que le pouvoir de notation dépende d'un fonctionnaire. Il serait possible d'envisager de telles conventions entre garderie et associations de protection de la nature.

Souhaitant que ces précisions éclairent notre position....

J.P. LE DUC

J.P. RAFFIN

ANIMATION—NATURE

ENFIN, UN ANNUAIRE DES ANIMATIONS NATURE !

LORS DE LA PREPARATION DU CONGRES NATIONAL DE LA FFSPN A GRENOBLE, A GERME L'IDEE DE FAIRE UN ANNUAIRE DES ANIMATIONS NATURE REALISEES EN FRANCE (AU MOINS EN UN PREMIER TEMPS).

L'INTERET NOUS SEMBLE TRIPLE :

- POUR LES ANIMATEURS, ECHANGER DES IDEES, DES RENSEIGNEMENTS, COORDONNER DES ACTIONS...
- POUR LES UTILISATEURS, AVOIR EN UN DOCUMENT LES INFORMATIONS LES PLUS VARIEES ET COMPLETES POSSIBLES, OUVRANT LA PORTE A DES STAGES, DES SUGGESTIONS.
- POUR LES DIVERS ORGANISMES (ASSOCIATIONS, ADMINISTRATIONS, ENTREPRISES) TROUVER, RASSEMBLER TOUT CE QUI PEUT SE FAIRE DANS CE DOMAINE.

IL EST EVIDENT QUE L'ACTIVITE D'ANIMATION NATURE ATTEINT UN DOMAINE TRES VASTE. NOUS AVONS VOULU LUI DONNER DES LIMITES CORRESPONDANT A UNE DOUBLE OPTIQUE. CES ANIMATIONS DOIVENT SE FAIRE DANS LE CADRE DE LA VIE ASSOCIATIVE ET DANS UN BUT DE SENSIBILISATION ET PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT.

POUR EN FACILITER L'EXPLOITATION, NOUS VOUS PROPOSONS LE PETIT TRAVAIL SUIVANT :

- 1) REMPLIR UNE FICHE D'IDENTIFICATION (QUELQUES RENSEIGNEMENTS INCLUS ONT UN BUT SPECIFIQUE)
- 2) REMPLIR LA GRILLE DE REPONSES
- 3) FAIRE UN DESCRIPTIF LIBRE DES PRINCIPALES ANIMATIONS ASSUREES, AFIN QUE SOIENT PRIS EN COMPTE LES ASPECTS DYNAMIQUES ET ORIGINAUX DE TOUTE LA RECHERCHE QUI SE FAIT ACTUELLEMENT DANS CE SENS.

NOUS VOUS DEMANDONS DE REMPLIR UN DESCRIPTIF PAR THEME ET DE NE PAS EXCEDER 2/3 DE PAGE. DACTYLOGRAPHIEE OU 2000 SIGNES (AFIN QU'ON PUISSE PASSER INTEGRALEMENT VOTRE TEXTE).

NOUS VOUS PROPOSONS QUE CES INFORMATIONS SOIENT FOURNIES D'ICI LE 31 OCTOBRE. IL DEPEND DE LA PARTICIPATION DE TOUS QUE CET ANNUAIRE SOIT UN OUTIL EFFICACE.

Commission Animation
FRAPNA Isère

→ → → → → → → → → → ENQUETE → →

A renvoyer à FRAPNA Isère. J. Paul BIESSY
4, rue Hector Berlioz - 38000 GRENOBLE.
TEL (76) 42.64.08

ENQUETE ANIMATION-NATURE

FICHE D'IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION.

NOM :

Adresse :

Tél :

Objectifs principaux de l'Association :

Personnes à contacter pour les Animations :

Formation (naturaliste, pédagogique, sportive) des différents intervenants.
Préciser s'il s'agit de salariés ou bénévoles.

ANIMATIONS (barrer les mentions inutiles).

THEME : Faune, Flore, milieu, Environnement, Pollution, Autre, (quoi ?):

Il s'agit d'animations à portée locale - générale.

SUPPORT :

Lieu : en salle, en ville, en milieu naturel, (lequel?)

S'il s'agit d'animation sur le terrain, quel mode de déplacement du groupe:
pied, ski, vélo, cheval, autre (quoi ?)

Matériel : audiovisuel (quoi ?)

expositions

Instruments d'observation (quoi ?)

; autre (quoi ?)

Si vous utilisez un matériel inédit : lequel ?

Est-il diffusé ? Oui - non. Par qui ?

Public : enfants, adultes, responsables, élus ou associations ou administratifs
ou autres (qui ?)

formation agréée par les stagiaires (quel agrément ?)

COUT pour le groupe demandeur (donner une fourchette)

1/2 journée : 1 jour : 1 W.End : autre :

Quels effectifs moyen par animation :

Coût par stagiaire :

1/2 journée : 1 jour : 1 W.End : autre :

Frais d'hébergement inclus pour les séjours : oui - non

Si les animations sont subventionnées, préciser dans quel cadre :

Déplacement de l'animateur : inclus dans le prix, en plus du prix, gratuit
donc à charge de l'animateur.

Autre cas :

Annexe : Pour information et réflexion commune ensuite
(cela ne paraîtra pas dans le "Beau teint de l'Animation nature")

Salaire des animateurs de l'association : F (net mensuel).

Avez-vous une grille de salaires ? oui - non

basée sur quels critères ? ancienneté, formation, ...

— inute... dernière minute... dern —

LA LETTRE DU HERISSON

DATES LIMITES DE RÉCEPTION DES ARTICLES

N°	DATE DE PARUTION	DATE DE RÉCEPTION
31	1ER OCTOBRE 85	JEUDI 26 SEPTEMBRE 85
32	15 OCTOBRE 85	10 OCTOBRE 85
33	1ER NOVEMBRE 85	24 OCTOBRE 85
34	15 NOVEMBRE 85	7 NOVEMBRE 85
35	1ER DÉCEMBRE 85	21 NOVEMBRE 85
36	15 DÉCEMBRE 85	5 DÉCEMBRE 85
37	1ER JANVIER 86	19 DÉCEMBRE 85

MADAME BOUCHARDEAU DOIT PRESENTER A LA PRESSE LE RAPPORT COLIN SUR LA REFORME DE CHASSE, LE 17 SEPTEMBRE PROCHAIN.

Le Magazine TABOU du 29 septembre sera consacré au trafic des animaux (France Inter 12 h - 14 h).

HCE... SUITE

N'ayant reçu aucune assurance de bénéficier des conditions matérielles lui permettant d'en assumer les charges, J.P. RAFFIN a démissionné le 10 septembre de la Commission "Environnement et équilibre des espèces et des milieux" du Haut Comité à l'Environnement.

(cf Lettre du Hérisson n°28).

A dater du 1er juillet 1985, la valeur du point servant à calculer les salaires à la FFSPN passe à 23,99706 F

C.F la grille des salaires de la FFSPN
la Lettre du Hérisson n°8 du 15 septembre
84 p.11

DECHETS URBAINS

RESSOURCES URBAINES

Ce stage, organisé en collaboration avec NORD NATURE, aura lieu :

les 23 et 24 novembre 1985

- le samedi 23 et le dimanche matin 24 :
MNE de Lille, 23, rue Gosselet

- le dimanche 24 après-midi à DOUAI :
visite de l'installation de production de méthane.

Renseignements et inscription :

Mlle Jacqueline ISTAS
Nord Nature Arras
167, av. Kennedy
62000 ARRAS

La Lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : Y. BENASSI

Rédaction : FFSPN - 57, rue Cuvier- 75231 PARIS Cédex 05

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES
8, villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE